EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Session du 20 février 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt février, le Conseil municipal s'est réuni salle du conseil municipal, sous la présidence de Mr Maurice CHOPIN, Maire, à la suite de la convocation en date du 13 février 2025.

Étaient présents : Mesdames Messieurs Maurice CHOPIN, Caroline BERTHOLET, Rui DA SILVA SANTOS, Emmanuel DUFOUR, Martine FERRANDON, Sylvain PRUGNEAU, Stéphanie VISINONI.

Étaient excusés : Mesdames Carine BOUCHON, Pauline MELOUX-GARAVAGLIA représentée par Mme FERRANDON. Monsieur Marc-Anthony LINDRON.

Madame Stéphanie VISINONI a été élue secrétaire de séance.

Le procès-verbal de la dernière séance est adopté à l'unanimité des membres présents.

Décisions prises par délégation du maire :

- Néant

❖ **Travaux de rénovation énergétique 2^{ème} phase bâtiments mairie et logements Place Saint-Denis : compte-rendu analyse des offres, choix des entreprises, demande de subvention**

- *Compte-rendu analyse des offres et choix des entreprises*

Vu le code de la commande publique et notamment ses articles R 2123-1 et suivants ;

Vu l'avis d'appel à la concurrence publié le 11 janvier 2025 relatif aux travaux de rénovation énergétique des bâtiments de la mairie, logement mairie et logements Place Saint-Denis.

Considérant les offres reçues par lot

Considérant l'analyse des candidatures et l'examen des offres par le cabinet LMN architectes, maître d'œuvre, a permis un classement des offres pour permettre l'attribution des marchés.

Il est proposé l'attribution des marchés, suivant un classement établi d'après les critères d'attribution communs à tous les lots : le prix (40 %) et la valeur technique et ses sous-critères (60 %).

A vu de cette analyse des offres, le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres votants.

1. Il est décidé d'attribuer les lots aux soumissionnaires :

Lot 1 – menuiseries PVC et bois : attribué à AURICHE MENUISERIE pour un montant de 33 509,10 € HT

Lot 2 – plâtrerie isolation peinture : attribué à XAVIER pour un montant de 34 723,41 € HT

Lot 3 – flocage : attribué à SOCIETE D'APPLICATION DE PRODUITS ISOLANTS (SAPI) pour un montant de 3 471,00 euros HT

Lot 4 – chauffage plomberie ventilation : attribué à MONIER GÉNIE CLIM pour un montant de 23 527,30 € HT

Lot 5 – électricité : attribué à CT ELEC pour un montant de 12 271,34 € HT

2. Le conseil municipal autorise M. le maire à signer les marchés publics et accomplir les formalités post attribution

3. La présente délibération sera transmise au contrôle de légalité

- ***Demande d'accord définitif au titre du dispositif Amélioration énergétique des bâtiments recevant du public***

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée qu'un accord de principe a été émis par le Conseil Départemental en date du 22 mai 2023 pour un montant de subvention de 180 660,00 € correspondant à un montant de dépense subventionnable de 487 200,00 € dans le cadre de l'ensemble des travaux de rénovation énergétique des bâtiments communaux.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres votants, le conseil municipal :

- **DÉCIDE** d'inscrire l'ensemble des travaux de rénovation énergétique au budget 2025 – opération n° 190
 - **DÉCIDE** de solliciter une demande d'accord définitif auprès du Conseil Départemental pour l'ensemble des travaux de rénovation énergétique :
 - Maîtrise d'œuvre = 32 000,00 € HT
 - Frais annexes = 12 833,20 € HT
 - Travaux école / agence postale / logement = 254 940,13 € HT
 - Travaux mairie / logement / logements Place Saint-Denis = 107 502,15 € HT
- Soit un montant total de dépenses de 407 275,48 euros HT et selon le plan de financement annexé
- **AUTORISE** le maire à effectuer les démarches et signer les documents nécessaires

❖ **Avenant au marché de maîtrise d'œuvre pour les travaux de rénovation énergétique des bâtiments communaux**

Monsieur le maire donne lecture à l'assemblée d'une proposition d'avenant de transfert émise par le cabinet en charge de la maîtrise d'œuvre des travaux de rénovation énergétique des bâtiments communaux :

A compter du 1^{er} janvier 2025, les responsabilités de la SCPA Lerner Ménis Noailhat Architectes Associés sont transférées à la SARL LMN ARCHITECTES.

Vu le code de la commande publique

Vu la délibération D2023_06_02 en date du 06 juin 2023 retenant le cabinet SCPA Lerner Ménis Noailhat Architectes et Associés pour la maîtrise d'œuvre des travaux de rénovation des bâtiments communaux

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres votants, le conseil municipal :

- **APPROUVE** l'avenant de transfert proposé par la SCPA Lerner Ménis Noailhat Architectes Associés
- **AUTORISE** le maire à signer les documents nécessaires

❖ **Demande dispositif solidarité départementale 2025**

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que la commune est éligible au dispositif Solidarité départementale proposé par le Conseil Départemental et peut bénéficier d'une subvention de 50 % pour un montant plafond de dépenses de 10 000,00 euros HT.

Selon les projets évoqués fin 2024, plusieurs devis ont été demandés :

- DECHO CENTRE – vaisselle pour la salle Lucien Labrune = 4 867,33 € HT
- ETS TISSIER – broyeur d'accotements = 12 800,00 € HT
- COMAT & VALCO – bornes rondes fixes (plots) = 2 496,00 € HT
- COMAT & VALCO – bancs pour la salle Lucien Labrune = 899,00 € HT
- NUMERIZE – numérisation des actes d'état-civil = 1 650,00 € HT
- AREM Services – lave-linge = 416,58 € HT
- EURL DE MIRANDA PRADILLON – réfection sanitaires camping = 5 086,00 € HT

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des votants, le conseil municipal :

- **DÉCIDE** d'inscrire ces dépenses au budget 2025
- **DÉCIDE** de solliciter une aide financière auprès du Conseil départemental au titre du dispositif Solidarité départementale 2025. Le reste à charge sera financé par les ressources propres de la commune
- **AUTORISE** le maire à effectuer les démarches et signer les documents nécessaires.

❖ Pertes sur créances irrécouvrables

Les services de la Trésorerie ont communiqué un état de titres irrécouvrables.

M. le Trésorier y expose qu'il n'a pu procéder au recouvrement des titres de recettes en raison d'une décision d'effacement de créances suite à une procédure de surendettement.

La proposition d'extinction des créances concerne les exercices 2022 et 2023 et figurent dans l'état joint annexé.

Les créances concernées seront imputées en dépenses à l'article 6542.

Le montant des créances qui doivent être éteintes à ce jour s'élève à 606,55 euros.

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget principal 2025.

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Le conseil municipal décide :

- **D'éteindre** les créances mentionnées ci-dessous pour un montant de 606,55 euros
- **D'inscrire** cette somme à l'article 6542 du budget 2025
- **D'autoriser** le Maire à signer tous les actes nécessaires à la mise en œuvre de cette décision

❖ Contrat de prestation de services ADEXTRAS

Monsieur le Maire informe le conseil municipal d'une charge importante de travail incombe au secrétariat de mairie due entre autres aux marchés de travaux de rénovation énergétique qui ont dû être validés dans un délai restreint, au dossier de reprise des concessions abandonnées et au retard pris suite à la panne de PC survenue en fin d'année dernière.

Il propose aux conseillers municipaux de faire appel aux services d'ADEXTRAS, représentée par Mme Annie DUJON afin d'apporter une aide ponctuelle au secrétariat de mairie. Le taux horaire est fixé à 33,00 euros TTC.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres, le conseil municipal :

- **APPROUVE** les termes du contrat proposé par ADEXTRAS
- **DÉCIDE** d'inscrire cette dépense au budget 2025
- **AUTORISE** le Maire à signer le contrat de prestation de services

❖ Modification des statuts de la communauté de communes Bocage Bourbonnais

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.5211-5-1,

Vu l'arrêté Préfectoral en date du 8 décembre 2016 portant création de la Communauté de Communes du Bocage Bourbonnais issue de la fusion de la Communauté de Communes en Bocage Bourbonnais et de la Communauté de Communes Bocage Sud à compter du 1er janvier 2017,

Vu la délibération du Conseil Communautaire n°DEL20171219_172 définissant les compétences optionnelles exercées par la Communauté de Communes du Bocage Bourbonnais,

Vu la délibération du Conseil Communautaire n°DEL20171219_173 relative à la définition de l'intérêt communautaire dans le domaine de la Construction, entretien et fonctionnement d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire et d'équipements de l'enseignement préélémentaire et élémentaire d'intérêt communautaire,

Vu la délibération n°DEL 20171219_174 du 19 décembre 2017 relative à la définition de l'intérêt communautaire dans le domaine de l'action sociale, complétée par la délibération n° DEL20181210_159 en date du 10 décembre 2018,

Vu la délibération du Conseil Communautaire n°DEL20181210_158 en date du 10 décembre 2018 définissant les compétences supplémentaires rétrocédées aux communes et celles exercées par la Communauté de Communes du Bocage Bourbonnais,

Vu l'arrêté préfectoral n°3691/2020, vu les conditions de majorité qualifiée qui ont été réunies conformément aux dispositions de l'article L5211-17 du CGCT, apportant une modification des statuts de la Communauté de communes du Bocage Bourbonnais avec l'ajout de la prise de la compétence « aménagement, gros entretien et exploitation des équipements du plan d'eau de la Bord à Vieure »,

Vu la délibération du Conseil Communautaire n°DEL20210628_104 en date du 28 juin 2021 adoptant les statuts de la communauté de communes,

Vu la nécessité de détenir des statuts pour la Communauté de communes,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2412/201 du 19 octobre 2021 portant adoption des statuts de la communauté de communes du Bocage Bourbonnais,

Vu la délibération DEL20231120-128 prise en date du 20 novembre 2023, et portant sur la réintégration de la compétence aménagement et urbanisme par l'EPCI suite à la délibération DEL20210913-154 relative à la minorité de blocage des communes quant au transfert de cette compétence,

Vu les délibérations des communes consécutives à cette dernière,

Vu le courrier de la Préfecture de l'Allier prenant acte de la levée de la minorité de blocage et de la volonté de la CCBB d'exercer la compétence aménagement et urbanisme,

Considérant que le conseil municipal de chaque commune membre dispose d'un délai de trois mois, à compter de la date de notification au maire de la commune de la délibération de l'établissement public de coopération intercommunale pour se prononcer sur ces statuts, et qu'à défaut de délibération dans ce délai, la décision est réputée favorable ;

Vu la nécessité d'actualiser les statuts de la Communauté de communes en intégrant notamment les compétences exercées et conformément à la présentation jointe au présent rapport,

Le conseil municipal, après avoir entendu l'exposé de son rapporteur et après en avoir délibéré,

DECIDE

À l'unanimité

- **d'adopter** les statuts de la Communauté de communes du Bocage Bourbonnais, tels que joints en annexe
- **d'autoriser** Monsieur le Maire à signer les actes nécessaires à l'exécution de cette décision
- **dit** que la présente délibération sera notifiée au Président de la Communauté de communes.

❖ Enquête publique pour un projet de panneaux photovoltaïques au sol à VOUSSAC

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée qu'une enquête publique s'est tenue du 13 janvier 2025 au 14 février 2025 dans le cadre de l'instruction administrative d'une demande de permis de construire déposée par la société PHOTOSOL DEVELOPPEMENT en vue de l'implantation d'une centrale photovoltaïque au sol, d'une puissance envisagée de 33,33 Mwc, sise au lieu-dit « La Rondière et Champs de la Croix » sur le territoire de la commune de Voussac.

La commune de DEUX-CHAISES, en limite immédiate à ce projet, est appelée à donner son avis sur cette demande de permis de construire.

Le dossier est exposé à l'équipe municipale.

Compte-tenu des éléments présentés au sein de l'enquête publique et après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres votants, le conseil municipal :

- **ÉMET** un avis défavorable au projet d'implantation d'une centrale photovoltaïque au sol sur la commune de VOUSSAC au lieu-dit « La Rondière et Champs de la Croix »
- **CHARGE** le maire de transmettre cette décision à la Préfecture de l'Allier.

❖ **Demande d'avis sur la dérogation des rythmes scolaires**

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée délibérante qu'une dérogation a été accordée pour une organisation du temps scolaire sur 4 jours.

Cette décision a été prise pour une durée de trois ans par la Directrice académique des services de l'éducation nationale en date du 19 octobre 2022.

Il convient donc de demander le renouvellement de cette dérogation ou la modification de l'organisation de la semaine scolaire.

Après en avoir délibéré, les membres du conseil municipal, à l'unanimité des membres votants :

- **DÉCIDENT** de solliciter le renouvellement de cette dérogation auprès des services académiques pour une durée de 3 ans à compter de la rentrée 2025
- **CHARGENT** le Maire de transférer cette décision au RPI DEUX-CHAISES/LE MONTET/ROCLES pour centralisation et transmission à l'Inspectrice de l'Education Nationale
- **AUTORISENT** le Maire à signer les documents nécessaires

POUR : 8

CONTRE : 0

ABSTENTION : 0

Questions diverses

Monsieur le Maire et les conseillers municipaux évoquent les sujets suivants :

1. Réunion tarifs restauration scolaire SIESS
2. Fête de la nature
3. Point sur réalisation des travaux de voirie
4. Questionnaire MAM
5. Demande subvention Soleil d'Automne

L'ordre du jour étant épuisé,
La séance est levée à vingt-et-une heures et quarante-cinq minutes,
Et ont signé les membres présents,